

## DÉPARTEMENT DE L'YONNE COMMUNE D'ARMEAU

## Arrêté municipal N° 2024.04.33

Réduction de circulation sur une seule voie avec alternat lors des travaux de remise en place d'un poteau béton pour éclairage public Rue de l'Ile de France—RD 606 dans l'agglomération d'Armeau

## Le Maire d'Armeau,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;
- VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.4;
- VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ((livre I huitième partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié);
- VU la demande formulée par note écrite le 17 avril 2024 par la société SERPOLLET CENTRE EST de Dijon 21000, représentée par Mr Thierry COTTE;

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de remise en place d'un poteau béton pour éclairage public en bordure de la Rue de l'Ile de France (RD606) dans l'agglomération d'Armeau, effectués par la société SERPOLLET CENTRE EST, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par feux tricolores, sur cette voie,

## ARRÊTE

ARTICLE 1: Le 14 mai 2024, la circulation sur la Rue de Ile de France (RD 606), sur le territoire de la commune d'Armeau, sera réduite à une voie et régulée avec alternat par feux tricolores, pour permettre le déroulement des travaux de de remise en place d'un poteau béton pour éclairage public.

- ARTICLE 2 : Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B.3.
- ARTICLE 3: Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.
- ARTICLE 4: La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de la société SERPOLLET CENTRE EST

- <u>ARTICLE 5</u>: Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.
- ARTICLE 6: Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier, ainsi que dans la commune d'Armeau.
- ARTICLE 7: Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon 22 rue d'Assas 21000 DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
- ARTICLE 8: Monsieur le Maire de la commune d'Armeau;
  Monsieur le Directeur de la société SERPOLLET CENTRE EST;
  Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Villeneuve sur Yonne;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ARMEAU, le 18 avril 2024

Mua Ou

Le Maire, Catherine TOULLIER

COPIE A:

- Centre de secours Villeneuve sur Yonne